



FEM

Fonds pour l'environnement mondial

20 mai 2003

**COMPTE RENDU CONJOINT DES PRESIDENTS
REUNION DU CONSEIL DU FEM
14-16 MAI 2003**

OUVERTURE DE LA REUNION

1. La réunion est ouverte par M. Mohamed T. El-Ashry, directeur général et président du FEM.

ÉLECTION DU PRESIDENT DE SEANCE

2. M. Imeh T. Okopido, ministre représentant le groupe de pays comprenant le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Nigéria, la Sierra Leone et le Togo, est élu coprésident de la réunion.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. Adoptant l'ordre du jour provisoire qui fait l'objet du document GEF/C.21/1, le Conseil décide d'examiner également les questions suivantes : plan d'action sur les suites à donner aux recommandations de la deuxième Assemblée du FEM, aux recommandations pratiques résultant de la troisième reconstitution des ressources, aux recommandations issues du Deuxième bilan global du FEM et au Sommet mondial sur le développement durable ; mécanisme d'élargissement du rôle des Organismes d'exécution ; implication du secteur privé ; et travaux de la Commission sur le développement durable.

STAP

4. La présidente du STAP, M^{me} Julia Carabias Lillo, rend compte des travaux de son groupe, dont la composition a été approuvée par le Conseil à sa réunion de mai 2002. En particulier, elle donne des informations au Conseil sur le programme de travail triennal du STAP.

DECLARATIONS DES REPRESENTANTS DES CONVENTIONS

5. Les représentants de la Convention sur la diversité biologique, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants font une déclaration au Conseil.

DECISIONS DU CONSEIL

6. Le Conseil adopte les décisions suivantes sur les divers points inscrits à son ordre du jour :

Décision sur le point 4 de l'ordre du jour

*Nomination du directeur général
et président du FEM*

7. Le Conseil approuve à l'unanimité la nomination de M. Len Good au poste de directeur général et président du FEM pour un mandat de trois ans à compter du 12 juillet 2003. Estimant que M. Good est parfaitement qualifié pour ce poste, le Conseil se félicite vivement de cette nomination. Il se réjouit à la perspective de travailler sous sa direction et l'assure de son entier concours.

8. Constatant que le mode de sélection du directeur général (DG) pourrait être amélioré dans le sens d'une transparence accrue, d'une meilleure communication, d'un plus long délai de réflexion et de consultation au sein des groupes de pays et d'une concertation plus approfondie avec l'ensemble de ses Membres, le Conseil décide d'examiner la question et de définir de façon plus précise les différentes étapes à suivre. À cette fin, il demande au Secrétariat de lui soumettre une note présentant des solutions possibles pour améliorer le mode de sélection du DG. Un rapport initial devra être soumis à l'examen du Conseil à sa réunion de novembre 2003, et un rapport final à sa réunion de mai 2004. Les membres du Conseil sont invités à fournir au Secrétariat des informations sur leurs expériences et à lui faire connaître leur avis sur la question.

Décision sur le point 6 b) de l'ordre du jour

*Relations avec les instances
des Conventions*

9. Ayant examiné le document GEF/C.21/4, intitulé *Relations with Conventions*, le Conseil prend acte des faits nouveaux intéressant le FEM survenus dans le cadre des divers accords internationaux et note avec satisfaction la collaboration qui caractérise les relations du FEM avec les instances des Conventions. Plus précisément, il :

- a) demande au Secrétariat de poursuivre sa collaboration avec les Agents d'exécution et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique afin de soumettre à l'approbation du Conseil un projet qui aidera les pays en développement parties au Protocole de Cartagena à mettre en place les capacités nationales indispensables pour accéder au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques afin de communiquer ou rechercher les informations voulues, ce qui leur permettra de participer activement au fonctionnement de ce mécanisme ;
- b) autorise le directeur général à approuver le financement de projets pour la préparation des communications nationales au titre de la CCNUCC, en appliquant les nouvelles directives adoptées par la Conférence des parties à sa huitième réunion et les directives opérationnelles relatives à la procédure d'approbation

accélérée qui seront préparées par le Secrétariat du FEM, en consultation avec les Agents d'exécution et le Secrétariat de la Convention, et présentées au Conseil pour avis. Les directives opérationnelles préciseront le plafond des financements pouvant être approuvés dans le cadre de la procédure accélérée. Les demandes de financement dépassant ce plafond seront soumises à la procédure suivie pour le cycle des projets à part entière du FEM ;

- c) prie le Secrétariat du FEM de préparer avec le Secrétariat de la Convention de Stockholm, pour examen par le Conseil à sa réunion de novembre 2004, un projet de memorandum d'accord entre le Conseil du FEM et la Conférence des parties à la Convention de Stockholm présentant les modalités de mise en œuvre des paragraphes 6, 7 et 8 de l'article 13 de la Convention ;
- d) demande au Secrétariat d'étudier avec le Secrétariat de la CNULD des dispositions susceptibles de faciliter la collaboration avec le FEM, celui-ci ayant été proposé pour servir de mécanisme financier à la CNULD en vertu des dispositions de l'article 21 de ce texte.

Décision sur le point 6 c) de l'ordre du jour

Fonds pour les PMA

10. Le Conseil prend note des progrès réalisés dans le fonctionnement du Fonds pour les PMA et dans la mobilisation des ressources destinées à l'alimenter conformément aux directives initiales de la Conférence des parties à la CCNUCC. Il approuve le budget de fonctionnement et l'allocation pour frais aux Agents d'exécution proposés pour la période de deux ans correspondant aux exercices 03-04. Le Conseil demande au Secrétariat de le tenir informé, conjointement avec la Conférence des parties, de l'évolution de la situation du Fonds pour les PMA.

Décision sur le point 7 de l'ordre du jour

Programme d'opérations sur la gestion durable des sols

11. Le Conseil examine le document GEF/C.21/6, intitulé *Draft Operational Program on Sustainable Land Management*, et l'adopte, sous réserve des observations formulées au cours de sa réunion, comme schéma directeur pour faire entrer le domaine d'intervention « dégradation des sols » dans sa phase opérationnelle.

12. Le Conseil signale que l'élaboration des plans d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux ainsi que celle des rapports nationaux seront considérées comme des composantes des projets de renforcement des capacités à financer dans le cadre du programme d'opérations.

13. Le Conseil estime que le processus de chiffrage du surcoût doit être rendu plus transparent et qu'il doit être appliqué de façon plus pragmatique.

14. Le Conseil examine et approuve¹ le projet de programme de travail présenté sous la cote GEF/C.21/7, sous réserve des observations formulées en séance et des remarques complémentaires susceptibles d'être présentées au Secrétariat d'ici le 30 mai 2003, heure de fermeture des bureaux².

15. Le Conseil considère qu'à l'exception des projets :

- a) Tchad : Préservation et utilisation durable de la biodiversité dans le Moyen-Chari ;
- b) Guinée-Bissau : Projet de gestion du littoral et de la biodiversité ;
- c) République slovaque (programme mondial) : Démonstration de la viabilité des technologies existantes de destruction des polluants organiques persistants sans combustion et élimination des obstacles à leur utilisation ;

tous les projets présentés dans le cadre du programme de travail i) sont ou seront conformes à l'Instrument et aux politiques et procédures du FEM et ii) peuvent être approuvés par le DG pour être soumis à l'aval de l'Agent d'exécution compétent. Toutefois, avant de donner son approbation, le DG adressera aux membres du Conseil la dernière mouture des descriptifs de projet, assortie de toutes les observations du Conseil sur le programme de travail. Il accompagnera en outre ces descriptifs d'une explication satisfaisante de la façon dont il aura été tenu compte de ces observations et des remarques résultant de l'examen du STAP. Enfin, il confirmera que le projet reste conforme à l'Instrument et aux politiques et procédures du FEM.

16. S'agissant des trois projets visés au paragraphe 15 ci-dessus, le Conseil charge le Secrétariat de veiller à ce que ses membres reçoivent le projet final du descriptif correspondant afin qu'ils puissent faire connaître au DG, dans les quatre semaines, leurs réserves éventuelles avant que celui-ci approuve le descriptif et le soumette à l'aval de l'Agent d'exécution concerné. Ces projets pourront être réexaminés lors d'une future réunion du Conseil à la demande d'au moins quatre membres.

¹ Compte tenu de la législation nationale régissant le vote de son pays sur les projets de développement financés par certains organismes de promotion du développement, un membre du Conseil n'a pas appuyé le projet suivant : « Syrie : Préservation de la biodiversité et gestion des zones protégées ».

² Pour permettre à la Banque mondiale de présenter à temps le projet à son Conseil pour approbation et maintenir ainsi l'association entre la composante du FEM et le prêt de la BIRD, les membres du Conseil acceptent à titre exceptionnel de présenter leurs observations finales sur le projet « Chine : Développement pastoral dans le Gansu et le Xinjiang » d'ici le 16 mai 2003 au lieu du 30 mai 2003.

Décision sur le point 9 de l'ordre du jour

Note de synthèse : Comment programmer les ressources pour améliorer la performance et les résultats au niveau des pays

17. Le Conseil examine les questions et les principes exposés dans le document GEF/C.21/8, intitulé *A Framework for Programming Resources for Enhanced Performance and Results at the Country Level*.

18. Le Conseil demande au Secrétariat du FEM de créer et présider un groupe de travail constitué d'experts techniques, chargé de préparer les éléments d'un système d'affectation des ressources du FEM basé sur les résultats, pour examen et approbation par le Conseil. À cette fin, le Secrétariat est prié de solliciter des noms d'experts auprès des membres du Conseil. Le groupe de travail est invité à prendre en considération les délibérations du Conseil sur le document GEF/C.21/8 et les observations reçues des membres du Conseil sur les versions précédentes du document. Le groupe de travail devra présenter son rapport au Conseil pour examen et avis à sa réunion de novembre 2003. Dans l'exercice de sa mission, le groupe de travail est invité à consulter le Conseil en lui communiquant ses idées et les avant-projets du document.

Décision sur le point 10 de l'ordre du jour

Plan d'activité du FEM pour les exercices 04-06

19. Ayant examiné le document intitulé *GEF Business Plan FY04-06*, le Conseil se félicite de l'approche stratégique adoptée pour planifier les activités financées par le FEM en vue d'en améliorer l'impact. Il adopte le plan d'activité, qui servira de cadre d'affectation des ressources du FEM, sous réserve des observations formulées au cours de sa réunion. Ce cadre devra tenir compte des autres décisions prises par le Conseil à ce sujet et notamment de celle concernant la façon de programmer les ressources pour améliorer la performance. Le Conseil prie le Secrétariat du FEM de préparer un projet de plan d'activité du FEM pour les exercices 05-07, et de lui soumettre pour examen et approbation lors de sa réunion de novembre 2003.

Décision sur le point 11 de l'ordre du jour

Examen du mécanisme de défraiement

20. Le Conseil examine le document GEF/C.21/10, intitulé *A Proposal for a Revised Fee Structure*, et décide de conserver le mode de calcul actuel des frais de gestion des projets et notamment de maintenir les allocations forfaitaires pour les activités habilitantes et les projets de moyenne envergure à leur niveau actuel. Le Conseil demande au Secrétariat de préparer, pour examen à sa réunion de mai 2004, un document sur le mécanisme de défraiement qui devra :

- a) étudier la possibilité d'introduire une distinction selon le type de projet (par exemple : projets à part entière autonomes, associés à un projet plus large administré par un autre organisme ou cofinancés, projets de moyenne envergure et activités habilitantes) ;

- b) en ce qui concerne les projets de moyenne envergure et les activités habilitantes, indiquer les avantages comparatifs des différents organismes sur le plan des frais et proposer des formules pour faire face à l'augmentation prévisible du nombre de projets de moyenne envergure ;
- c) explorer des voies susceptibles de conduire à une plus grande efficacité administrative ;
- d) examiner différentes mesures pouvant favoriser une réduction des frais, telles que le recours à des appels d'offres, un niveau fixe de frais avec des majorations possibles répondant à des critères précis, un seuil de frais au-dessus duquel les frais supplémentaires feraient l'objet d'un contrôle plus précis, et l'utilisation du budget de fonctionnement pour inciter à réduire les frais.

21. Le Conseil demande au Secrétariat de suivre l'évolution des frais et d'en rendre compte à sa réunion de mai 2004.

Décision sur le point 12 de l'ordre du jour

*Budget de fonctionnement du FEM
pour l'exercice 04*

22. Ayant examiné le document GEF/C.21/11, intitulé *GEF FY04 Corporate Budget*, le Conseil approuve le projet de budget de fonctionnement pour l'exercice 04, d'un montant de 22,978 millions de dollars, sous réserve des observations formulées au cours de sa réunion. Ce budget se compose :

- a) d'une enveloppe de 22,606 millions de dollars pour financer le coût des services internes de gestion que fournissent les sept organes du FEM (le Secrétariat, le Groupe de suivi et d'évaluation, les trois Agents d'exécution, l'Administrateur et le Groupe consultatif pour la science et la technologie) ;
- b) d'une enveloppe de 0,372 million de dollars pour financer la poursuite de l'initiative spéciale de renforcement des points focaux techniques nationaux, destinée à améliorer la coordination des activités financées par le FEM au niveau national et à aider les pays à davantage reprendre ces activités à leur propre compte.

Décision sur le point 13 de l'ordre du jour

Cofinancement

23. Ayant examiné le document GEF/C.20/6/Rev.1, intitulé *Cofinancing*, le Conseil approuve la politique et les procédures proposées, sous réserve des observations formulées au cours de la réunion. Il demande au Secrétariat, en consultation avec les Agents d'exécution et les Organismes d'exécution opérant sous le régime du dispositif élargi : a) d'appliquer ladite politique lorsqu'il préparera les futurs programmes de travail soumis à l'approbation du Conseil et qu'il présentera à l'agrément du DG un projet susceptible d'être financé dans le cadre d'une procédure accélérée, et b) de rendre compte au Conseil de la mise en œuvre de cette politique lors de la présentation de chaque plan d'activité.

24. Le Conseil examine le mandat d'un Groupe indépendant de suivi et d'évaluation, présenté dans le document GEF/C.21/12, et prie le Secrétariat de le réviser pour prendre en compte les observations formulées au cours de la réunion ainsi que les remarques susceptibles d'être communiquées par écrit par les membres du Conseil d'ici le 31 mai 2003. Le mandat révisé devra être transmis au Conseil d'ici le 30 juin 2003 et fera l'objet d'une décision par correspondance. Une fois le mandat adopté, le DG est invité à engager une procédure de recrutement ouverte et transparente au poste de directeur du Groupe indépendant de suivi et d'évaluation, en vue de proposer un candidat au Conseil à sa réunion de novembre 2003.

25. Examinant le programme de travail proposé pour le Groupe de suivi et d'évaluation pour les exercices 03-06 (document GEF/C.21/13), le Conseil le retient comme plan transitoire pour guider les travaux du Groupe au cours de l'exercice 04. Le directeur du Groupe indépendant de suivi et d'évaluation devra préparer un programme de travail à soumettre à l'examen du Conseil lors de sa réunion de mai 2004. Le Conseil approuve également une enveloppe de 2,165 millions de dollars pour financer le coût du fonctionnement du Groupe au cours de l'exercice 04. Cette dotation est inscrite au budget de fonctionnement pour l'exercice 04 adopté par le Conseil au point 12 de l'ordre du jour. Le Conseil précise que cette augmentation des crédits est destinée à réaliser les travaux nécessaires à la préparation du Troisième bilan global du FEM et qu'elle ne doit pas être considérée comme un élément du budget ordinaire du Groupe.

26. Le Conseil demande au Groupe de suivi et d'évaluation de préparer un compte rendu des suites données aux rapports de suivi et d'évaluation présentés en séance (documents GEF/C.21/Inf. 6 et GEF/C.21/Inf.7), qu'il examinera à sa réunion de novembre 2003.

27. Le Conseil examine le document GEF/C.21/Inf.4, intitulé *Action Plan to respond to the recommendations of the Second GEF Assembly, the Policy Recommendations of the Third Replenishment, the Second Overall Performance Study of the GEF and the World Summit on Sustainable Development*. Il demande au Secrétariat de réviser le plan d'action pour tenir compte de ses remarques et de lui présenter pour examen à sa réunion de novembre 2003. Les membres du Conseil sont invités à soumettre par écrit au Secrétariat leurs observations concernant le plan d'action, au plus tard le 30 juin 2003.

POINTS SAILLANTS DES DELIBERATIONS DU CONSEIL

28. Les travaux du Conseil sur les différents points de son ordre du jour et les décisions en résultant ont donné lieu aux explications, précisions et interprétations suivantes.

29. On suggère que les Secrétariats des Conventions et le Secrétariat du FEM étudient les moyens de rapprocher le travail réalisé par le FEM pour son bilan global de celui mené pour évaluer l'efficacité du mécanisme financier, et que les Secrétariats collaborent en mettant en commun des informations et des supports d'évaluation de manière que le travail associé aux bilans globaux du FEM puisse être utilisé par les instances des Conventions pour juger de la performance du mécanisme financier. On indique par ailleurs que les Secrétariats des Conventions pourraient utilement partager leurs expériences et leurs informations concernant leur analyse du mécanisme financier afin d'accélérer le processus et d'éviter la répétition inutile des mêmes tâches.

30. S'agissant des nouveaux fonds qui doivent être constitués aux fins de la CCNUCC, le Conseil rappelle qu'il est important de les traduire dans les faits pour donner suite aux dispositions arrêtées par la Conférence des parties et souligne qu'il faut veiller à ce que les activités financées par ces fonds soient complémentaires. Le travail que le Secrétariat se propose d'entreprendre sur le surcoût devra faire une place particulière à l'application de ce principe dans le contexte des nouveaux fonds sur les changements climatiques.

31. Le membre du Conseil représentant l'Italie déclare que son gouvernement versera 1 million de dollars au Fonds pour les PMA.

32. Le Conseil confirme que les pays qui ont entamé la préparation des deuxièmes communications nationales en suivant les directives adoptées par la deuxième réunion de la Conférence des parties à la CCNUCC et qui ont reçu des fonds du FEM à cette fin dans le cadre de la procédure accélérée ou d'une prise en charge de la totalité du coût convenu, continueront de recevoir le financement approuvé.

33. Le Conseil se félicite de l'approbation du programme d'opérations, qui va permettre de traduire rapidement dans les faits la décision prise par l'Assemblée de faire de la dégradation des sols, essentiellement par la désertification et le déboisement, un nouveau domaine d'intervention du FEM. Le Conseil suivra la mise en œuvre du programme d'opérations afin de s'assurer qu'il évolue en intégrant l'expérience acquise et les méthodes les plus performantes.

34. Le Conseil se félicite de l'adjonction d'un résumé analytique aux descriptifs de projet qui constituent le programme de travail, indiquant que ce résumé, de forme standard, facilite grandement l'examen des demandes.

35. Le Conseil fait observer qu'il est important de prendre en compte les conclusions et les recommandations des études de suivi et d'évaluation du FEM dans la planification des projets futurs.

36. Rappelant que les recommandations pratiques issues de la troisième reconstitution des ressources prévoient le recours systématique à des indicateurs et des mécanismes de suivi des impacts et résultats des projets, le Conseil met l'accent sur son souhait de voir cette dimension prise en compte dans chaque projet.

37. Le Conseil demande que les projets proposés pour financement fassent une plus grande place à l'égalité des sexes et que l'on cherche davantage à obtenir une participation plus active des différents acteurs concernés.

38. Un membre du Conseil demande que la note accompagnant le programme de travail comprenne des informations sur la répartition régionale des projets dans chaque domaine d'intervention, ainsi qu'un état comparatif faisant ressortir l'évolution de cet équilibre par rapport au programme de travail précédent. Il est rappelé que la structure régionale du portefeuille de projets du FEM doit être considérée dans la durée, car elle fluctue inévitablement d'un programme de travail à l'autre.

39. Il est également signalé que les communications et les stratégies nationales élaborées au titre des conventions internationales sur l'environnement servent d'indicateur du rôle moteur des pays lorsque les projets proposés pour financement découlent de ces processus nationaux.

40. Les Agents et Organismes d'exécution sont priés de faire figurer dans le résumé du descriptif de projet les coordonnées d'une ou de plusieurs personnes à contacter pour le cas où un membre du Conseil souhaiterait avoir des précisions sur le projet proposé.

Point 10 de l'ordre du jour

Plan d'activité du FEM pour les exercices 04-06

41. Le Conseil estime que le plan d'activité proposé peut servir de base à l'élaboration des projets du FEM. En particulier, le Conseil se félicite du travail réalisé par les groupes d'étude dans les différents domaines d'intervention du FEM.

42. Le Conseil souligne que l'affectation des ressources au renforcement des capacités doit être conforme à la stratégie de renforcement des capacités devant être examinée et adoptée par le Conseil à sa réunion de novembre 2003, ainsi qu'au plan d'activité révisé. Cette stratégie devra comporter des objectifs et des indicateurs destinés à mesurer les résultats et les impacts des activités dans ce secteur. Elle devra également décrire les fonctions et attributions des Agents d'exécution eu égard à leurs atouts respectifs en ce qui concerne la gestion de ces activités.

43. Le Conseil recommande de retenir des objectifs de cofinancement dans le plan d'activité. Il demande également d'y inclure des indicateurs destinés à mesurer la performance financière et le souci du résultat.

44. Le Conseil demande que les priorités stratégiques dans le domaine de la gestion des sols s'inscrivent dans la logique du programme d'opérations approuvé pendant la réunion.

45. Le Conseil demande que les priorités stratégiques dans le domaine des changements climatiques prennent en compte la possibilité de financer les projets d'adaptation à la modification du climat, sous réserve des directives de la Conférence des parties à la Convention.

46. Le Conseil souligne la corrélation entre le plan d'activité et le système d'affectation des ressources basé sur les résultats.

47. Certains membres du Conseil regrettent la forte baisse des financements prévus dans le domaine des polluants organiques persistants pour les exercices 04 et 05.

Point 11 de l'ordre du jour

Examen du mécanisme de défraiement

48. Le Conseil réitère ses craintes face à la tendance à la hausse des allocations pour frais. Il note en particulier que l'allocation forfaitaire proposée pour les projets de moyenne envergure et les activités habilitantes est beaucoup trop élevée.

49. Le Conseil se félicite de la décision de décaissement rapide des allocations pour frais, notamment pour la préparation des projets.

50. Pour leur prochain examen de l'évolution des frais à la réunion de mai 2004, certains membres du Conseil suggèrent d'envisager un plafonnement du rapport allocations pour frais–montant du financement.

51. Le Conseil demande que le document qui sera préparé pour mai 2004 comporte davantage d'informations sur les coûts propres aux projets de moyenne envergure et aux activités habilitantes.

Point 12 de l'ordre du jour

Budget de fonctionnement du FEM pour l'exercice 04

52. Le Conseil demande que le rapport d'évaluation de l'aide fournie aux points focaux nationaux et aux membres du Conseil lui soit transmis avant sa réunion de mai 2004 où il doit examiner des propositions visant à renforcer les moyens des points focaux.

53. Le Conseil demande aux Agents d'exécution de mieux justifier les activités et services devant élargis au budget de l'exercice 04, avant sa réunion de novembre 2003.

Point 13 de l'ordre du jour

Cofinancement

54. Le Conseil se déclare satisfait du document présenté et des efforts faits pour clarifier la classification et la terminologie des cofinancements.

55. Le Conseil se félicite de la mise en place rapide d'une base de données sur les cofinancements et souligne l'importance du suivi et de la communication des résultats.

56. Pour le prochain plan d'activité, le Conseil demande que l'on étudie la possibilité de définir des objectifs de cofinancement, en tenant compte des capacités des pays et des domaines d'intervention.

Point 14 de l'ordre du jour

Suivi et évaluation

57. Le Conseil souligne l'importance que revêt l'indépendance du Groupe de suivi et d'évaluation et de son directeur, et combien il souhaite qu'une communication directe s'établisse entre le Groupe et le Conseil.

58. Le mandat révisé du Groupe devra inclure les nouveaux points suivants : ressources humaines et gestion, principes d'évaluation de l'éthique de responsabilité, de l'indépendance du Groupe et de la prise en compte des acquis, et procédures d'approbation des rapports d'évaluation.

59. Le mandat doit spécifier l'obligation pour le Secrétariat du FEM et les Agents et Organismes d'exécution de fournir les données et informations nécessaires pour permettre au Groupe de suivi et d'évaluation de mener à bien sa mission.

60. Le Groupe de suivi et d'évaluation doit se tenir informé des autres mécanismes de suivi et d'évaluation en vigueur dans les pays et travailler avec les autres organismes et bailleurs de fonds pour harmoniser les politiques et procédures de manière à éviter la répétition des mêmes tâches et à utiliser efficacement les ressources humaines et financières.

61. Le Conseil rappelle que le Troisième bilan global du FEM doit lui être soumis à sa première réunion en 2005.

62. Le Conseil demande que les rapports de suivi et d'évaluation fassent l'objet d'un examen plus approfondi lors de ses réunions, et que les questions relatives à ces activités soient incluses plus tôt dans son calendrier de travail.

63. Le Groupe de suivi et d'évaluation est prié de faire figurer ses conclusions et ses recommandations dans le résumé analytique des rapports qu'il présente au Conseil afin que celui-ci puisse les examiner et leur donner suite.

64. Le Conseil estime que le Groupe de suivi et d'évaluation devrait s'employer à améliorer la qualité des produits de suivi et d'évaluation qui existent avant de chercher à élargir l'éventail de ses rapports.

65. Le Secrétariat du FEM et les Agents et Organismes d'exécution sont priés de mettre en œuvre les recommandations du Rapport sur l'exécution des projets (2002) et de l'Examen de projets par le Secrétariat (2002).

66. Le Groupe de suivi et d'évaluation est invité à travailler en concertation avec les Agents et Organismes d'exécution pour harmoniser leurs données de manière à permettre la comparaison des résultats des différents intervenants.

67. Le PNUE et le PNUD sont invités à décrire les systèmes internes qu'ils utilisent pour identifier les projets à risque et prendre les mesures nécessaires.

68. Le Groupe de suivi et d'évaluation est prié de rendre compte au Conseil du travail de mise en conformité qui vise à appliquer les règles de suivi des impacts et des résultats aux projets déjà en cours mais ne s'achevant que dans plus de deux ans.

Point 15 de l'ordre du jour

Questions diverses

69. Dans le cadre de ce point de son ordre du jour, le Conseil examine les différents documents d'information dont il est saisi, ainsi que d'autres questions.

Plan d'action

70. Le Conseil demande de réviser le plan d'action pour traiter en priorité les recommandations les plus urgentes, en particulier celles liées à la troisième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM qui ont été avalisées par le Conseil à sa réunion d'octobre 2002.

71. Le plan d'action doit tenir compte de la formule des partenariats adoptée par le Sommet mondial sur le développement durable et définir les critères et conditions de participation du FEM à ces partenariats qui doivent se traduire par des effets salutaires sur l'environnement mondial.

72. Les actions proposées dans le plan doivent être assorties de calendriers, d'indicateurs et de mesures de référence.

Organismes d'exécution

73. Le Conseil se déclare déçu qu'une analyse de la performance des autres organismes d'exécution opérant sous le régime du dispositif élargi ne lui ait pas été présentée à sa réunion, et prie le Secrétariat de préparer un rapport sur ce sujet qu'il examinera en novembre 2003 et mai 2004. Au vu des rapports, le Conseil décidera s'il convient que d'autres organismes puissent s'adresser directement au Conseil par le biais du Secrétariat du FEM pour obtenir le financement d'un projet par le FEM. Après mai 2004, ce type de rapport devra être préparé chaque année.

Rapport de l'Administrateur

74. Le Conseil demande à l'Administrateur d'inclure des informations concernant les annonces de contributions, les engagements, les versements, les arriérés et les contributions à engagement différé dans le rapport qu'il doit présenter au Conseil sur la gestion et la situation financière de la Caisse du FEM.

Secteur privé

75. Il est convenu que le rapport actuellement préparé par le Groupe de suivi et d'évaluation sur la participation du secteur privé aux activités du FEM sera transmis aux membres du Conseil d'ici le 16 juillet 2003. Les membres du Conseil sont invités à communiquer au Secrétariat avant

le 1^{er} septembre 2003 leurs observations sur le document intitulé *Issues and Options for Engaging the Private Sector*. Le Secrétariat est prié d'organiser une réunion sur le secteur privé lors de la réunion du Conseil de novembre 2003, à l'heure du déjeuner.

76. Le membre du Conseil représentant la Suisse informe la réunion que son pays organisera avec le Secrétariat une réunion sur les modèles d'exploitation commerciale applicables dans les domaines du transfert de technologies et du développement durable. Cette réunion, qui se tiendra à Genève à la mi-septembre, fournira des éléments d'information pour l'élaboration d'une stratégie du FEM à l'égard du secteur privé.

Commission du développement durable

77. Le Secrétariat est prié de préparer pour la réunion du Conseil de novembre 2003 une note sur la manière dont le FEM pourrait répondre à l'invitation à participer aux travaux de la Commission pour donner suite aux décisions du Sommet mondial sur le développement durable.

Autres questions

78. Le Conseil prend note de la lettre envoyée au directeur général et président par le membre représentant le groupe de pays des Caraïbes, dans laquelle il indique les raisons de son absence à la présente réunion du Conseil. Le Secrétariat du FEM continuera de collaborer étroitement avec la Banque mondiale et les autorités concernées pour faciliter la représentation de tous les groupes de pays aux futures réunions du Conseil lorsque des membres du Conseil lui font part des difficultés rencontrées pour y assister.

79. Le Secrétariat du FEM est invité à réfléchir à la possibilité d'aménager le site web du FEM pour accueillir des forums de discussion, au sein des groupes de pays et entre ces groupes, afin d'améliorer la communication et les consultations.

Hommage à Mohamed T. El-Ashry, directeur général et président du Fonds

80. Le Conseil exprime sa profonde gratitude et reconnaissance à M. Mohamed T. El-Ashry pour sa direction stratégique et éclairée du FEM depuis sa création en tant que programme pilote jusqu'à sa restructuration, puis au cours des dix premières années de son fonctionnement. Le Conseil tient à souligner le rôle dirigeant, l'engagement personnel et le professionnalisme de M. El-Ashry, qualités qui lui ont permis d'œuvrer de façon remarquable pour la cause du développement durable.

CLOTURE DE LA REUNION

81. Les présidents déclarent la réunion close le 16 mai 2003.